



Trimestriel - prix libre / 50 ct. en kiosque

Le Chaboteur



Bulletin d'informations
du syndicat inter-professionnel CNT-25
<http://cntbesancon.wordpress.com/>

N°2 - janvier 2013

SOMMAIRE

- Anti-fascisme
- Solidarité Internationale
- Tunisie
- Syndicalisme révolutionnaire au Québec
- Intégrisme VS liberté d'avortement
- Des locaux pour les étudiants !
- Dossier contre l'Aéroport de Notre-Dame-des-Landes.
- Evènements à venir
- Actions anticarcérales du nouvel an
- Grèves récentes en Franche-Comté
- La CNT c'est quoi?



Pour le contrôle de nos vie !
ANARCHO-SYNDICALISME

[ICI ET MAINTENANT – ANTIFASCISME]

ALERTE BRUNE !

Dans la rue et dans les urnes, en rangers ou mocassins, d'Anvers à Athènes, le fascisme monte à nouveau en Europe de façon inquiétante. En France aussi, la crise du capitalisme redonne vigueur aux vieilles obsessions de l'extrême-droite : défense d'une prétendue identité nationale contre une soi disant menace (le fantasme de « l'invasion islamiste » tendant à remplacer celui du « complot juif » des années 30), racisme, thèses ultra-sécuritaires, etc., figurent en tête de gondole dans la propagande des « Identitaires », du FN, de l'UMP, et parfois au-delà.

Propagande et agressions néo-nazies, ça suffit !

A Besançon et dans la région, ce sont d'authentiques disciples d'Adolf Hitler qui commettent impunément des agressions ultra-violentes qu'elles filment et diffusent sur le net. Au printemps dernier, deux vidéos ont été rendues publiques : elles montrent des militants d'extrême-droite facilement identifiables grâce à leurs logos passer à tabac trois personnes, la nuit, en plein centre-ville et repartir tranquillement, comme si la ville était à eux.

Les mêmes individus, dont on sait qu'ils appartiennent notamment aux groupuscules Front Comtois et Werwolf Sequania, aux

Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires et à la mouvance Black Metal nazie, se sont livrés l'an dernier à des démonstrations de force et des provocations en plein jour dans notre ville. Ils disposent de locaux, d'outils de propagande et se livrent tout aussi impunément au commerce d'objets de propagande nazie et fasciste : croix gammées, insignes SS, etc. Ils sont peu nombreux, mais ils sont dangereux : en réseau au plan national et international, en proie à une fascination malade pour la violence, ils sont de potentiels Anders Breivik.

Pour deux agressions révélées au printemps dernier, combien ont eu lieu et combien vont encore avoir lieu ? Pourquoi l'État républicain, qui sait s'acharner sur d'autres mouvements politiques, semble-t-il laisser faire ? Le Collectif Antifasciste de Besançon et celui de Montbéliard refusent quant à eux de voir la peste brune s'installer, en Franche-Comté comme ailleurs. Ils appellent tous les antifascistes à les rejoindre dans leur combat.

Collectif Antifasciste de Besançon



[INTERNATIONAL]

Communiqué du XXXIe Congrès de la CNT : Suppression immédiate du mandat d'arrêt européen contre Aurore Martin

La Confédération Nationale du Travail, réunie à Metz, du 1er au 4 novembre 2012, pour son XXXIe Congrès Confédéral tient à dénoncer toutes les lois et mesures liberticides visant à museler l'expression syndicale et plus largement les voix du mouvement social en général.

Nous exigeons la suppression immédiate du Mandat d'arrêt européen, outil de répression de l'état et de ses intérêts.

Nous condamnons également fermement l'interpellation de la militante basque, Aurore Martin, arrêtée près de Mauléon et remise aux autorités espagnoles, alors que s'ouvrait notre Congrès. Nous exigeons sa libération immédiate et son retour chez elle.

Nous exprimons également notre soutien aux militants allemands des BZ extradés 30 ans après les faits dans le cadre de ce mandat européen et qui sont actuellement en procès, malgré leur grand âge et leur état de santé.

A bas la répression étatique et judiciaire contres les militant.e.s syndicalistes et des mouvements sociaux.
Solidarité internationale des travailleuses-eurs !

Le XXXIe Congrès de la CNT

[SOLIDARITE]

Besançon : Grève de la faim en solidarité avec les prisonniers politiques en Turquie !

Depuis 2 mois, un large mouvement de contestation agite les prisons turques. Des centaines de prisonniers politiques, dont des députés, élus, avocats, journalistes, activistes anti-militaristes et anti-guerres, étudiants, etc... Sont en grève de la faim, d'une part pour le droit à l'éducation en langue kurde et le droit d'utiliser celle-ci dans les tribunaux afin de se défendre et, d'autre part, pour la libération de leur leader Apdullah Ocalan qui est emprisonné sur l'île d'Imrali depuis 1999 et qui n'a pas le droit de rencontrer ses avocats. En effet la grande majorité de ces détenus incarcérés depuis 2009 le sont dans le cadre de l'affaire du KCK (l'Union des communautés du Kurdistan).

Le 12 septembre 2012 (date de l'anniversaire du coup d'État en 1980), 64 prisonniers politiques ont entamé la grève de la faim. Le 22 septembre, 88 autres prisonniers les ont rejoints. Le 5 octobre, ce sont 232 prisonniers qui se sont joints à ce mouvement. Le BDP (Parti pour la paix et la démocratie) et la LDH (Ligue des droits de l'homme) essayent de faire l'intermédiaire entre les prisonniers en grève de la faim et le gouvernement, mais celui-ci refuse tout dialogue avec ces derniers. Suite à ce refus d'autres prisonniers politiques ont rejoint la grève de la faim.

Ainsi depuis le 5 novembre, ce sont 10.000

prisonniers politiques qui sont associés au mouvement de grève de la faim dans 70 prisons turques.

Ensuite 7 députés du BDP les ont rejoints et ils bénéficient d'un soutien massif de la part de nombreuses organisations associatives, politiques et syndicales telles que LDH, les partis de gauche, les groupes libertaires, les syndicats, les figures intellectuelles... D'après la LDH, aujourd'hui la vie de plus de 400 prisonniers est en danger !

Dès lors, s'en suit une forte solidarité en Turquie et dans les villes européennes afin de faire pression sur le gouvernement turc, pour qu'il reconnaisse les revendications des prisonniers politiques pour leurs droits fondamentaux.

C'est pourquoi, nous, la Fédération anarchiste (FA) de Besançon apportons notre soutien à cette lutte par une grève de la faim symbolique de 10 jours afin d'attirer l'attention des citoyens quelle que soit leur origine avant qu'il ne soit trop tard.

Nous soutenons donc les revendications des prisonniers politiques en grève de la faim et exigeons non pas seulement la reconnaissance de leurs revendications, mais aussi la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, à savoir les députés, maires, journalistes, intellectuels, étudiants, avocats et syndicalistes...

Nous exigeons également l'arrêt immédiat de la guerre et la répression étatique, et de trouver une solution pacifique à la question kurde.

Vous pouvez apporter vos idées, votre soutien physique ou moral, vous informer, débattre et poursuivre, ensemble, cette lutte qui se construit à l'échelle internationale.

Passez à L'autodidacte où se déroule la grève de la faim à l'adresse suivante : 5 place Marulaz 25000 Besançon

Groupe Proudhon –
Fédération anarchiste

(les militants de Besançon ont cessé leur action suite à l'arrêt de la grève de la faim par les prisonniers en Turquie - NDLR)



[INTERNATIONAL]

13 décembre : Grève générale annulée en Tunisie

Mardi 4 décembre, le siège du principal syndicat tunisien, l'Union générale des travailleurs de Tunisie (UGTT), a été attaqué par la milice islamiste pro-gouvernementale Ligue de protection de la révolution, le jour même où elle commémorait le 60ème anniversaire de l'assassinat d'un de ses dirigeants, Farhat Hached, à quelques jours du deuxième anniversaire de la révolution. L'attaque a fait plusieurs blessés. La centrale appelait à une journée de grève générale jeudi 13 décembre pour protester et demander la dissolution de cette milice, tandis que quatre régions (Sidi Bouzid, Kasserine, Sfax, Gafsa, régions pauvres où le mouvement révolutionnaire était particulièrement fort) s'étaient mises spontanément en grève dès le jeudi 7 décembre. Ces événements surviennent dans un contexte de tensions et violences opposant la bureaucratie de l'UGTT (qui était l'un des piliers du régime Ben Ali mais a précipité sa chute sous la pression de la base) et Enahda, parti religieux et réactionnaire au pouvoir. En parallèle la colère sociale est toujours très forte, les grèves et soulèvements sont fréquents (voir notamment les événements récents à Silana, dans le Sud Ouest), tant les classes populaires se rendent compte que le "changement" de régime n'a pas résolu les problèmes (répression policière, corruption, inégalités, chômage, misère, absence de liberté...) qui les ont poussé à se révolter il y a presque deux ans. Ils/elles prennent conscience que des politiciens leur ont volé leur révolution, et adressent au nouveau pouvoir le même message qu'à l'ancien : "Dégage !" D'un autre côté les exactions commises par des groupes salafistes augmentent également. Dans son histoire l'UGTT n'a appelé que deux fois à une journée de grève générale : en 1978 et en Janvier 2011 (deux jours avant la chute du régime). Il existe aussi un autre syndicat, la Confédération générale des travailleurs tunisiens (CGTT), créée en 2006, moins compromise avec l'ancien régime, plus démocratique et combative, elle n'a cependant pas rompu avec le modèle dominant du syndicalisme : "partenariat" social (cogestion), réformisme, quête de représentativité, revendication démocratique sans remise en cause du libéralisme économique, bureaucratie. Loin d'être parfaites, l'UGTT, la

CGTT et leurs sections sont néanmoins l'outil de nombreux-ses travailleur-euses pour la défense de leurs intérêts, la poursuite de la révolution.

A la suite de négociations l'UGTT et le gouvernement sont parvenus à un accord, et l'UGTT a annulé la grève, en échange de promesses (de s'excuser, de "condamner la violence" et de constituer une "commission d'enquête"). Pendant ce temps une manifestation pour le maintien de la grève se tenait devant le siège de la centrale, et parmi elle un cortège anarchiste, qui appelait à la désobéissance civile.

La bourgeoisie tunisienne a préféré s'allier aux religieux plutôt que de laisser se poursuivre la révolution, aujourd'hui c'est la bureaucratie syndicale qui a montré qu'elle préfère une "coexistence pacifique", un "dialogue social" ponctué de coups de bluffs, plutôt que de laisser éclater une révolte qui la balayerait elle aussi. Par ces négociations, par sa posture "ouverte" et "responsable", l'UGTT se présente au gouvernement et à la bourgeoisie comme le meilleur moyen pour atténuer et détourner la colère des travailleur-euses, à l'image de toutes les grandes centrales syndicales du monde. Dans une démarche politicienne, elle cherche à renforcer son pouvoir au sein du régime.

Pour nous un syndicat doit faire exactement l'inverse, permettre aux exploités de s'organiser pour transformer leur colère en force collective, autonome et révolutionnaire. Soyons solidaires des travailleur-euses en lutte contre le fondamentalisme religieux, et refusons l'agression de syndicalistes par quelque pouvoir que ce soit. Rappelons qu'en France les catholiques intégristes, qui ne valent pas mieux, passent eux aussi à l'offensive : contestation du libre accès à la contraception et à l'avortement, de l'égalité des droits, lynchage de féministes et d'homosexuelles... Plus généralement, les religions ont toujours et partout été les soutiens infailibles des classes dirigeantes et de leurs crimes.

En Tunisie, en France, dans le monde: Grève générale ! A bas toutes les églises ! Vive la Liberté ! Vive la Révolution ! Solidarité internationale !

Syndicat inter-professionnel CNT-25

[INTERNATIONAL]

Entrevue avec Mika, militant des Industrial workers of the world - Québec

(extraits, retrouvez l'interview complète sur notre blog)



Salut Mika, tu es adhérent au Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses, qui est la section québécoise des Industrial workers of the world (IWW), peux tu nous présenter ce groupe, ses principes, ses activités ?

Le groupe a été fondé officiellement en 2009, à la suite d'une initiative de trois personnes en 2008, deux anciens militants de la CNT-AIT en France et un adhérent isolé des IWW. Il existe des sections à Toronto et Ottawa qui sont des villes assez proches, avec qui on a pris contact (...). On a ensuite rencontré d'autres personnes intéressées et on a mis environ un an à monter le syndicat (il faut dix membres pour créer une section). (...)

Les IWW étaient présents au Québec quasiment dès la création de l'organisation, surtout dans l'ouest canadien puis ça s'est répandu. Dans les années 1920, à "l'âge d'or" des IWW ils ont été interdits au Canada, donc ils ont créé One big union, mais ça n'a pas duré. Ça a resurgi dans les années 1960-70 et (...) il y a eu une nouvelle tentative en 2001 mais ça n'a pas fonctionné. (...)

Notre groupe a atteint la dizaine de personnes entre Montréal et Sherbrooke. On a créé les

statuts, fait un gros travail de traduction, car les seuls textes sur les IWW en français étaient des brochures d'anarcho-syndicalistes français. On a donc traduit le texte One big union qui est un peu notre "bible", qui montre les principes et règles du syndicat, et que l'on revote chaque année. Tout ça a été un gros boulot avant de commencer une vraie activité.

Dans l'été 2009 d'autres québécois nous ont contactés pour syndiquer un café Starbucks, car les IWW sont super-connus pour leur travail au sein des Starbucks, un des plus gros marchands de café, une sorte de MacDo du café. Ces jeunes, principalement des étudiants, avaient contacté tous les syndicats classiques, mais aucun ne voulait s'occuper de leur cas, car Starbucks a vraiment une politique anti-syndicale très forte, ils n'hésitent pas à fermer un magasin si un syndicat s'y installe. Les employés ont signé leur cartes, on avait 50% + 1 du personnel membres des IWW, donc on a déposé une demande officielle d'accréditation du syndicat, mais (...) au tribunal (...) on a perdu. Ce qui a été dit au procès, en gros, c'est que les IWW ne pouvaient pas être accrédités comme syndicat car il n'y a pas de chef.

Après ça on s'est remis en question, on s'est demandé si on créait une association avec un faux chef pour avoir les accréditations, ou alors si on refusait les accréditations en considérant que c'est pas important d'avoir une légitimité de l'Etat, qu'on s'en fout. En plus si on est accrédités, le syndicat se retrouve à ne plus pouvoir faire d'action directe, de grève sauvage, on ne peut plus rien faire, juste négocier les conventions collectives et devenir un syndicat comme un autre et on voulait pas ça. Donc on a décidé d'être un syndicat illégal et de ne jamais être accrédités. (...)

On participe à des événements comme le 1er mai anti-capitaliste, on organise des débats sur des films, sur l'actualité, on a fait intervenir quelqu'un qui avait fait des grèves d'action directe et du sabotage dans des usines, une projection sur LIP, etc.

On organise aussi une campagne "Réclame ta paye" depuis plus d'un an et demi. On a quelques appels de gens qui nous demandent ce qu'on peut faire pour eux, on leur répond qu'ils ont deux choix : aller voir la Commission des normes du travail (...), et là on les aide à monter leur dossier mais ça peut prendre un an ou deux, ou alors choisir l'action directe, notre technique privilégiée, mais les gens ont souvent

peur. C'est surtout dans la restauration qu'on fait ça parce que c'est là que les gens sont le plus précaires et les syndicats conventionnels ne sont pas là pour les défendre. Donc on débarque avec le salarié à l'heure de pointe, avec nos drapeaux et on réclame la paye devant tous les clients, en criant dans le restaurant. Ça marche plus ou moins mais en général ça intimide pas mal les patrons, certains sortent tout de suite l'argent de la caisse, d'autres négocient, d'autres ne veulent rien entendre, et dans ce cas on revient, on met la pression jusqu'à ce qu'ils versent le salaire. (...)

On a eu aussi le cas d'une compagnie qui s'appelle "Plus que Noël", qui fait de la décoration de Noël pour les entreprises. Le patron ne prend que des saisonniers et il n'en avait payé aucun. (...) On a tracté dans l'immeuble où était l'entreprise, puis on a trouvé l'adresse du patron, on a prévenu ses voisins qu'il ne payait pas ses employés, on a fait une manifestation devant chez lui, on l'a menacé d'informer tous ses clients, et là ça a commencé à marcher. Beaucoup des employés étaient en situation non-permanente et étaient repartis à l'étranger mais les autres ont été payés, donc c'était une demi-victoire mais on est plutôt satisfaits. (...)

Tu as parlé des accréditations syndicales, est-ce que tu peux décrire rapidement le fonctionnement du mouvement ouvrier au Canada et en Amérique du Nord, et la place particulière des IWW ?

La syndicalisation en Amérique du Nord est complètement différente du syndicalisme de type européen. (...) Au Québec tu peux être syndiqué à titre personnel mais tu n'as aucune représentation dans l'entreprise, il faut que l'entreprise soit syndiquée en tant que telle. En général ça se passe comme ça : une grosse centrale syndicale commence à travailler sur un type de commerce ou d'industrie, et commence à recruter des membres dans une entreprise, discute avec les travailleurs, les incite à signer leur carte. Ils doivent faire adhérer 50% + 1 du personnel pour pouvoir demander une accréditation, et quand ils l'ont l'entreprise est syndiquée, tous les employés sont membres, la cotisation est obligatoirement prélevée sur le salaire. Après le syndicat n'a le droit de faire grève qu'au moment des négociations des conventions collectives, tous les trois ans, car ces conventions se négocient par établissement, au cas par cas (et pas par secteur d'activité comme en Europe). Donc ça c'est le syndicalisme légal, ce qu'on appelle la formule Rand, qui fonctionne dans toute l'Amérique du Nord, sauf qu'aux Etats Unis il faut un nombre plus élevé d'adhérents, donc le taux de syndicalisation est plus bas.

Pour les IWW, il faut être réaliste, on est un syndicat révolutionnaire hyper-marginalisé et minoritaire, on est environ 3 000 membres entre les Etats-Unis et le Canada, donc c'est vraiment une goutte d'eau. Le travail des IWW en Amérique du Nord se passe beaucoup dans les secteurs qui n'intéressent pas les grandes centrales syndicales, des jobs étudiants ou très précaires, avec gros roulement de personnel et petits salaires, ou dans des grosses chaînes aux pratiques anti-syndicales. C'est pourtant là qu'il y a les pires conditions. On travaille beaucoup dans les Starbucks, les MacDo, sans reconnaissance légale, avec des grèves sauvages, etc., mais aussi avec des camionneur.euses, des travailleuseuses du sexe. (...) Il y a un regain du syndicalisme révolutionnaire en Amérique du Nord. (...) Le nombre d'adhérents croît, la crise de 2008 a beaucoup joué là dedans, donc la dynamique est plutôt positive.

TON BOSS TE FAIT CHIER?

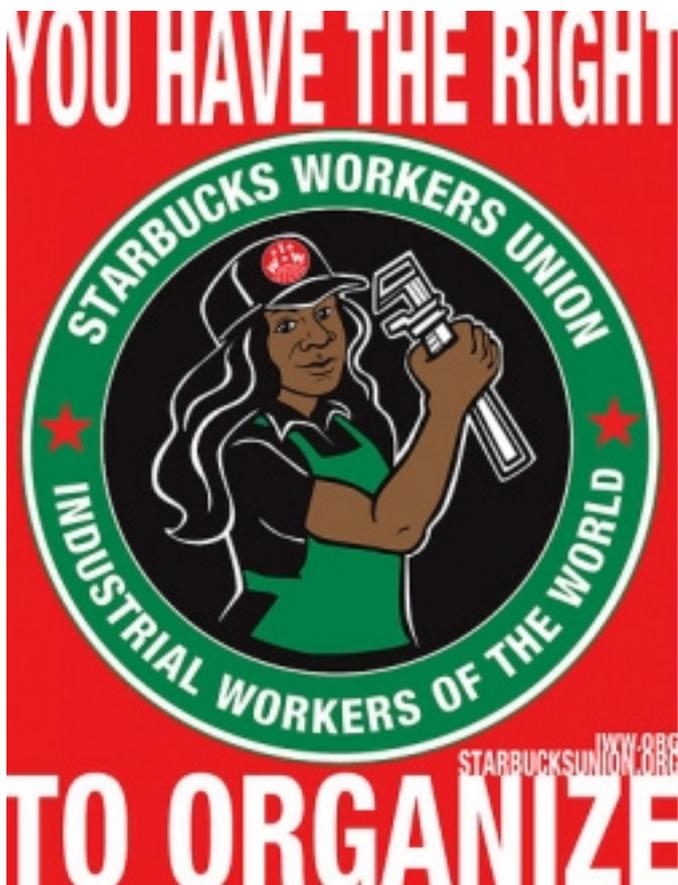
- ★ Salaire non payé
- ★ Discrimination
- ★ Harcèlement
- ★ Abus

(514) 268-3394

On est là pour t'aider!
Par l'action directe
et la solidarité

Industrial Workers of the World - Montréal
Syndicat industriel des travailleurs et des travailleuses

Réclame ta paye!



J'imagine que vous avez participé à ce qu'on a appelé le "printemps érable", le mouvement étudiant du printemps dernier, peux-tu nous dire quelle analyse tu en fais et quelles sont les traces positives que ça a laissé ?

Les IWW ont malheureusement peu participé à la grève étudiante, par manque de temps. On a surtout participé en tant qu'individus. Les étudiants des IWW se sont beaucoup impliqués au sein de la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante). (...) La grève qu'on a appelée en France le "printemps érable" (c'est un nom très français) a commencé en mars et s'est finie officiellement en septembre, donc c'était une grève assez longue, historique pour le mouvement étudiant québécois. (...) la grosse partie de la grève c'était de mars à juin.

Ça a conscientisé toute une génération d'étudiants et d'étudiantes, c'est ça l'impact positif. (...) Une génération qui pensait que la social-démocratie, l'Etat providence, tout ça, c'était quelque chose de bien, et s'est rendu compte que c'était pas vrai. On a aussi eu beaucoup de répression policière, des gens (...) se sont rendu compte qu'en fait la police est un ennemi de classe (...), surtout à partir de la "loi spéciale" qui interdisait les manifestations sans trajet, etc., là le mouvement s'est élargi à la population. Les gens descendaient dans la rue avec leurs casseroles, les manifestations nocturnes sont devenues spontanées tous les

soirs. Ça c'était très intéressant, les manifs anti-capitalistes ont été beaucoup plus nombreuses. Des copains ont ouvert un local qu'on a appelé la Maison de la grève, des non-étudiants solidaires, beaucoup de gens se sont mis à s'impliquer, des anti-capitalistes, beaucoup d'étudiants sont venus nous rencontrer, discuter avec le milieu anti-capitaliste.

Ça a permis aussi de se rendre compte que les grosses centrales étudiantes, la FEQ et la FEUQ, c'est de la cochonnerie, qu'ils ne font que manipuler les mouvements et négocier à la place des gens. Il y a une grosse tendance à la désaffiliation dans ces deux centrales et d'adhésion à l'association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui a vraiment porté la grève. Cette association a des principes de syndicalisme révolutionnaire et de démocratie directe, tout le monde n'est pas révolutionnaire mais il y en a beaucoup. Ils ont aussi une volonté de diversité des tactiques (...) L'ASSÉ a toujours refusé de condamner les violences faites par des black blocs ou autres (casser des vitrines, des voitures de police...), et quand le gouvernement leur a demandé de condamner les violences pour pouvoir participer aux négociations, ils ont dit "on condamne la violence des policiers envers les étudiants", alors que les autres associations condamnaient les black blocs, anarchistes et compagnie. (...)

L'ASSÉ n'a pas de permanents, les porte-parole sont juste défrayés. (...) Ils sont vraiment dans une perspective de lutte, de démocratie directe, sans permanent. Les porte-parole donnent juste le point de vue de l'association, et quand le gouvernement leur a demandé de condamner les violences, ils ont répondu que ça n'avait pas été discuté à la dernière rencontre, que c'était à l'ordre du jour de la prochaine. Alors que ceux de la FEQ ou de la FEUQ condamnaient la violence sans que ça soit la position de leur fédération.

Pour moi c'est le plus intéressant, que la CLASSE soit devenue le plus gros syndicat étudiant et que les anti-capitalistes soient plus nombreux. Il y a eu aussi pour la première fois des tentatives d'assemblées populaires dans les quartiers de Montréal. (...) Ça ne perdure pas actuellement, mais si une autre crise survient ça sera un nouveau mode de discussion et de lutte. C'était du jamais vu au Québec, ces assemblées, donc c'est très positif. Ça n'a pas fonctionné mais ça a existé et les gens pourront réutiliser ce mode de fonctionnement. (...)



Tu es aussi français, tu as milité en France, avec le recul comment analyses-tu le mouvement syndicaliste et anarcho-syndicaliste en France ?

Qu'on soit aux IWW ou dans les diverses CNT ou autre, je vois que malheureusement on n'est pas nombreux. Il y a vraiment deux histoires différentes : au niveau du syndicalisme de combat (...) les références européennes sont beaucoup moins présentes en Amérique du Nord. On parle plus de gens comme Emma Goldman et Joe Hill, et beaucoup moins de la révolution espagnole et de la CNT, par exemple. Je pense qu'il faudrait une plus grande ouverture, que les Européens connaissent mieux ce qu'il se passe et s'est passé en Amérique du Nord et vice-versa, car c'est complémentaire.

On est moins nombreux en Amérique, mais il y a moins de tiraillements, de scissions, les gens ont plus la volonté du consensus. J'ai l'impression qu'en France les gens sont hypersanguins, ne veulent jamais lâcher le morceau, et que du coup il y a des scissions dans tous les sens, alors qu'en Amérique du Nord les gens vont plus comprendre les arguments des autres et essayer d'arriver à un consensus pour pouvoir continuer à travailler ensemble. Il y a du pour et

du contre, des fois on pile un peu nos idées pour travailler avec les autres, mais on arrive à avoir une plus grande cohésion de groupe, alors qu'ici il y a plein d'organisations qui ne s'entendent pas alors qu'elles pourraient peut-être travailler ensemble. (...)

Sinon, pour parler du mouvement anarchiste ou anti-capitaliste, en Amérique du Nord il y a beaucoup moins d'organisations généralistes, et plus de groupes spécifiques locaux qui travaillent sur une lutte en particulier (queer, soutien aux sans papiers, groupes de quartier, contre la répression, organisation du salon du livre anarchiste...). Il n'y a qu'une organisation généraliste, l'Union Communiste Libertaire (et les IWW mais c'est aussi un groupe spécifique, autour du travail et du syndicalisme). Et tous ces gens là, à Montréal, se regroupent au sein d'une organisation qui vit de manière un peu spontanée, la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC), où on retrouve des marxistes léninistes (maoïstes, mais avec une perspective révolutionnaire anti-électorale), des communistes libertaires, des anarcho-primitivistes, des anarcho-féministes, des municipalistes libertaires. Tout le monde se retrouve là dedans et on organise deux ou trois événements par an ensemble. (...)

Est-ce que tu veux ajouter quelque chose pour conclure ?

(...) Un côté très positif au Québec, c'est que le féminisme est vraiment plus présent qu'en France. Le milieu militant français, avec le recul je le trouve un peu trop macho, et ça fait vraiment du bien d'avoir une présence féministe. On fait attention à ce qu'on dit, la féminisation des textes est très importante, et même l'attitude des gens en général. Il y a eu un gros travail fait sur le féminisme en Amérique du Nord, sur les queers et les questions de genre. Ça fait du bien, surtout pour moi qui viens du Sud de la France, où ces questions là sont peu voire pas du tout abordées, même au sein de la CNT. Beaucoup, derrière des discours libertaires, ont un comportement macho. (...) Il y a toujours du machisme et du patriarcat, mais c'est moins fort qu'en Europe. (...)



[ICI ET MAINTENANT – ANTI– SEXISME]

ON VOUS L'A DÉJÀ DIT ! . . . ON VEUT CHOISIR !

Plus de 225 000 IVG ont été pratiquées en France cette année, ce chiffre peut surprendre mais il s'agit d'un chiffre stable pour ces dernières années. La majorité des femmes prennent en charge leur contraception et choisissent en connaissance de leurs droits, d'interrompre ou non une grossesse non prévue.

Les statistiques de l'INED montrent que plus de 40 % des femmes auront recours à l'IVG à un moment donné de leur vie, et que 72 % des femmes ayant recours à l'IVG étaient sous contraception (tous moyens confondus). L'IVG n'est donc pas un événement exceptionnel mais une composante de la vie sexuelle et doit être pris en compte comme telle.

Pourtant, la liberté d'avorter est aujourd'hui attaquée de toutes parts...

Le droit à l'avortement et l'accès à la contraception : des libertés conquises de hautes luttes mais qui restent fragiles face au démantèlement global du service public.

Parallèlement à la diminution drastique des subventions des plannings familiaux, nous assistons ces dix dernières années à la fermeture de nombreux centres pratiquant l'IVG. Près de la moitié des 857 services de gynéco-obstétrique ne font pratiquement pas d'avortement alors que la loi de 1979 a décidé la création d'un centre IVG dans chaque hôpital public.

Ceci est encore aggravé par le sabotage de l'hôpital public organisé par l'état sous couvert d'économie : pénurie d'un personnel médical et paramédical formé et volontaire (dans dix ans, il n'y aura plus assez de médecins pour faire des IVG en France), disparition des structures de proximité, inégalité d'accès aux moyens de contraception malgré les nouvelles mesures de gratuité, fermeture de centres d'orthogénie ou la mise en place de restrictions par certains établissements: certains établissements refusent de pratiquer une IVG au-delà de 10 semaines d'âge gestationnel, d'autres refusent de pratiquer des IVG chirurgicales, d'autres encore n'ont pas les moyens d'accueillir les femmes en demande d'IVG (à Lyon cet été, des centres ont dû fermer faute de personnel durant la période estivale).

Ces divers éléments montrent que le droit à l'IVG est de plus en plus menacé. Si le droit à

l'IVG est largement acquis en France, c'est la légitimité de se trouver en situation de devoir y recourir qui est en danger.

Nous sommes en train de revenir doucement sur la liberté des femmes à disposer de leur corps par des limitations des moyens matériels.

C'est dans ce contexte, et même si les délais pour avorter ont été allongés de 10 à 12 semaines, que tous les ans plus de 5000 femmes sont d'ores et déjà contraintes d'aller avorter à l'étranger.

Plus que jamais il est nécessaire de lutter pour :

- Une meilleure information et un meilleur accès libre et gratuit à la contraception et à l'IVG
- La défense d'un système de santé public, gratuit et accessible à tou-te-s
- Le droit pour chacun-e de disposer librement de son corps et de s'épanouir dans la sexualité qu'il ou elle choisit.



DES LIBERTÉS EN BUTTE À UNE MORALE D'UN AUTRE SIÈCLE :

Hélas dans notre société hétéro-sexiste encore dominée par une morale religieuse et patriarcale désuète, être mère est trop souvent présenté comme un passage obligé pour toute femme «qui se respecte». L'avortement est donc, dans ce cadre, bien souvent considéré comme un acte «irresponsable» voir «coupable». L'IVG est toujours pensée comme un mal honteux et traumatisant alors qu'elle est un moyen de maîtrise de son corps et de sa sexualité.

Mais les témoignages sont là: mauvais accueils (y compris des personnels soignants et de certains médecins), culpabilisation, humiliations, encouragements à renoncer au désir d'avorter. Autant de pratiques plus ou moins insidieuses qui se dressent contre l'émancipation des femmes.

Les libertés sexuelles sont des libertés fondamentales en termes de santé publique,

mais surtout en termes d'autonomie et d'indépendance dans le respect des différences. L'accès libre à la contraception et la liberté d'avorter ne s'opposent pas, ils sont tous deux fondamentaux, inaliénables et complémentaires dans la maîtrise de la fécondité. Chaque femme doit pouvoir, si elle le souhaite, accéder à l'avortement sans pression ni culpabilisation, dans le respect de sa décision.

Face au sabordage du service public de nombreuses associations « pro-vie » mais surtout « anti-choix », moralistes d'un autre siècle profite de l'opportunité pour vomir leurs mensonges. Exemple sur internet, le site SOS IVG (premier résultat sur google quand vous tapez "IVG" sur ce moteur de recherche) sous couvert d'aide et d'information, culpabilise les personnes tentées par l'IVG en parlant d'avortements forcés et de traumatismes post-avortement systématiques, alors qu'en réalité il y a statistiquement plus de traumatismes post-naissance.

Parmi ces moralisateurs, on trouve l'association SOS Tout-petits Sous un semblant de respectabilité familiale « bon enfant », se dissimule l'intégrisme religieux le plus intolérant et le plus hostile à toute idée de pouvoir vivre une sexualité propre à chacun-e.

Leurs mots d'ordre : abrogation de la loi Veil, lutte contre l'euthanasie, mobilisation contre le PACS, lutte contre les « perversions sexuelles » (ils considèrent les homosexuel-les comme « des malades » qu'il faut soigner), et contre la liberté sexuelle (ils s'élèvent contre la gratuité des moyens contraceptifs pour les mineurs, et ... de leur usage), et ceci bien entendu afin de défendre de la sacro-sainte « morale » publique (Amen!).

Cette association mène couramment des manifestations à proximité d'établissements hospitaliers pratiquant des avortements ou en occupant leurs accès (comme régulièrement l'hôpital Tenon à Paris). Xavier Dor, médecin catholique, président de SOS tout petits, et anciens initiateurs de commandos anti-IVG, a par ailleurs été condamné à plusieurs reprises pour délit d'entrave à l'IVG (Interruption Volontaire de Grossesse), sans jamais purger ses peines. Le but des anti-IVG est systématiquement de culpabiliser les femmes, de leur refuser la libre disposition de leur corps et de décider de leur vie à leur place.

A Besançon, l'association SOS-future-maman sous couvert d'aide aux femmes enceintes s'engouffre également dans le vide laissé par les

carences du service public. Cette association liée à SOS-tout petit est là aussi pour culpabiliser les femmes et orienter leur choix au nom de la liberté de ne pas avorter...

Mais en orientant ce choix, c'est revenir sur une liberté individuelle au nom d'une morale religieuse qui a encore prouvé son intolérance tout récemment avec l'agression de militantes féministes lors d'une manifestation d'intégristes catholiques opposés au mariage pour tous à Paris le week-end passé.

A besançon comme partout ailleurs ne laissons pas l'obscurantisme religieux répandre sa morale nauséabonde

CNT25 – FA - Libertaires

ON VOUS L'A DEJADIT : ON VEUT CHOISIR



[ICI ET MAINTENANT – FAC]

Pour une cafétéria ouverte tous les jours aux étudiant.e.s et usagers de l'université:

(tract commun CNT25-AMEB)

Il est clair qu'avec l'augmentation chaque année du prix du ticket RU (5 centimes par an) et avec ce système de points qui nous sucre un plat à chaque repas, les étudiant.e.s, boursiers ou non, ne peuvent pas forcément se payer tous les jours un ticket RU. L'étudiant n'a alors que les couloirs ou les halls de la fac comme réfectoire les jours de mauvais temps pour prendre entre deux heures de cours son repas tiré du sac. Certes, une cafétéria tenue par l'ESN (Erasmus) ouvre sur le site Arsena, mais il n'y a toujours aucune salle sur le site Mégevand.

[DOSSIER ANTI-AÉROPORT]

Lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Communiqué du XXXIe Congrès de la CNT

La CNT, réunie en congrès confédéral à Metz ces 1, 2, 3 et 4 novembre 2012, réaffirme son opposition au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (44). Ce projet, imposé dans un déni total de démocratie, représente une initiative non seulement inutile mais aussi nuisible pour les travailleurs. Il est la manifestation d'un plan d'urbanisation et d'industrialisation ne pouvant profiter qu'à la classe dominante. Cela laisse en effet présager d'une extension de la métropole nantaise, siège d'entreprises nuisibles socialement et écologiquement, ainsi que de forts clivages sociaux entre zones d'habitation, etc.

L'agression et l'expulsion, ces dernières semaines, d'habitants installés et faisant vivre la zone depuis plusieurs années, est inacceptable. En ce sens, la CNT appelle à participer massivement à la manifestation de réoccupation du 17 novembre 2012 sur la zone concernée par le projet. Il faut ainsi montrer que nous ne renoncerons pas à faire vivre ces terres et inscrire directement cette volonté dans les faits.

Au-delà de ce rendez-vous, la CNT invite tout un chacun à informer sur la question et à agir partout sur les intérêts du PS, à l'origine du projet, et la multinationale Vinci, désignée pour construire cet aéroport.

Non au projet d'aéroport !

Tract du Collectif bisontin contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (composé d'individus et d'organisations de gauche)

D'où vient cette idée délirante?

Le site de Notre-Dame-des-Landes (NDDL) au nord de Nantes a été envisagé pour l'implantation d'un nouvel aéroport, dès 1967, à une époque où la croissance économique et l'arrivée du Concorde faisaient rêver. Ce projet de construction d'une plate-forme économique « Grand Ouest », d'envergure internationale, allant de Nantes à Saint-Nazaire qui ne formeraient plus qu'une seule et grande métropole, a été mis en veille par la crise pétrolière des années 1970. Il a été réactivé par le gouvernement Jospin en l'an 2000. La Déclaration d'Utilité Publique, très contestable, est parue en 2008. Les travaux

Cette cafétéria fonctionnerait de façon autogérée, car il n'est pas question que cette salle soit une charge de travail supplémentaire pour le personnel d'entretien de la fac, avec un café prix libre entre midi et deux (on en a marre de payer 0,60 euros à la machine pour un café plus que médiocre!)

C'est pourquoi nous revendiquons une cafétéria ouverte quotidiennement, afin de pouvoir manger au calme et discuter entre nous sans gêner les personnels et étudiant.e.s qui vont travailler.

Pour un local syndical et un lieu d'organisations sociales étudiantes:

A la fin de l'été 2012, le local des syndicats, situé sous les toits de la faculté Mégevand (pas facile d'accès) et utilisé par les syndicats AMEB et CNT 25 mais également par l'association GENEPI (qui intervient en milieu carcéral), a été fermé par l'administration de l'université pour travaux et réaménagement.

Avant l'été 2012, le doyen avait garanti à l'AMEB lors du conseil de gestion un lieu dans l'enceinte de la fac dès la rentrée pour permettre aux syndicats (et) étudiants de s'organiser: trois mois sont passés et toujours rien! En attendant, tout notre matériel militant reste enfermé dans l'infirmerie, qui ne devait être qu'un lieu de stockage provisoire.

Début novembre devait se tenir le conseil de gestion de la faculté de lettres afin d'adopter par vote la charte de ce local signée par les organisations étudiantes (vous pouvez consulter cette charte aux tables de presse de la CNT25 et de l'AMEB). Il ne s'agit aucunement d'attendre quoi que ce soit de la sentence de cette institution, qui se fiche éperdument de permettre aux étudiant.es de s'organiser et de se défendre. Celle-ci n'est qu'une sinistre farce, parodie de démocratie, comme le sont toutes sortes d'élections...



doivent débiter en 2013 et la mise en service est prévue pour 2017.

Pourquoi nous jugeons le projet inutile, coûteux et dangereux?

La France compte déjà 156 aéroports contre 45 en Allemagne. De plus, l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique n'est exploité qu'à 80% et les aéroports voisins sont sous-exploités (celui d'Angers construit il y a 2 ans fonctionne à seulement 10% de sa capacité, ceux de Rennes et de Tours à 50% et 55%. Un aéroport de plus ne semble pas nécessaire !

La progression du trafic aérien s'est fortement ralentie à cause de la crise économique et de la concurrence du TGV sur les relations intérieures. De plus, la vocation internationale de NDDL n'a jamais été prouvée et le Concorde n'est plus.

La vraie motivation pour ce projet était de faciliter une vaste opération de développement urbain sur Nantes, à la périphérie de l'aéroport actuel. Plutôt que d'insonoriser les habitations et de construire une nouvelle piste qui permettrait d'éviter le survol de la ville, les collectivités veulent un deuxième aéroport. Néanmoins, Nantes-Atlantique devrait continuer à fonctionner pour les besoins de l'usine Airbus.

Des légumes, pas du bitume !

· La disparition de terres agricoles doit être stoppée rapidement. La construction de cet aéroport, des routes pour s'y rendre et des zones industrielles qui l'accompagneront transformerait des milliers d'hectares de terres cultivables en bitume.

· Ce projet est contraire aux politiques annoncées concernant la lutte contre le réchauffement climatique, les économies d'énergie, la protection de la biodiversité et des écosystèmes qui doivent être des priorités.

· La crise financière ne nous permet pas d'investir des centaines de millions d'euros dans un Partenariat Public/Privé qui n'a aucune utilité sociale mais qui bénéficierait surtout à la multinationale Vinci, maîtresse d'oeuvre du projet.

Un vrai débat, pas de la répression !

Depuis 2009, de nouveaux habitants se sont installés dans les espaces vidés de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD), rebaptisée Zone à Défendre. Leur objectif est de défendre les terres agricoles et les écosystèmes. Depuis le 16 octobre 2012, le gouvernement tente de les expulser en détruisant, parfois illégalement, leurs

Communiqué de l'équipe médic 24 novembre 2012

Depuis Notre-Dame-des-Landes

Depuis des semaines d'occupation et de harcèlement policier et militaire, alors que nous continuons à défendre la zone du bétonnage programmé, nous avons atteint aujourd'hui, samedi 24 novembre, un pic de violence avec une centaine de blessé.e.s, dont une trentaine graves pris en charge à l'infirmerie de l'équipe médic établie à la Vache rit, l'une des nombreuses équipes de soins sur la zone.

On dénombre une vingtaine de personnes touchées par des éclats de grenades assourdissantes, aux jambes, aux bras, à la lèvre, au bas ventre. Ces bouts métalliques ou plastiques entrent dans les chairs, on peut rarement les extraire, et ils restent souvent à vie.

Les grenades assourdissantes sont censées être utilisées selon un protocole précis : notamment en cas d'encercllement des forces de l'ordre, et en direction du ciel, ce qui n'était clairement pas le cas aujourd'hui. Les gendarmes mobiles les utilisent de façon à ce qu'elles explosent à côté ou sur les manifestants, provoquant des blessures graves.

Une personne a été touchée au bas ventre par un éclat d'une de ces grenades offensives, provoquant un gros hématome et des lésions internes. On constate chez deux personnes 10 impacts chacune dans les jambes. Une personne risque de perdre son oeil droit. On constate également une plaie au tympan due à un tir de grenade, provoquant une surdité brutale. Suite à des tirs tendus de flashball, on dénombre quatre blessures au thorax, avec fractures de côtes et état de choc, de multiples blessures aux jambes et aux mains, une blessure hémorragique au visage. Et de nombreux autres blessé.e.s.

Il était difficile d'évacuer les blessé.e.s les plus graves par ambulance ou par véhicule particulier suite aux différents barrages de police. Ces scènes de défilé ininterrompu de blessé.e.s du matin au soir ravive dans nos mémoires le souvenir de l'action de masse contre les pylônes THT (Très Haute Tension) dans la Manche le 24 juin 2012 pendant laquelle les forces de l'ordre ont fait l'usage démesuré des mêmes armes, faisant plus d'une vingtaine de blessé.e.s en une heure.

L'habituelle stratégie de frapper fort celles et ceux qui résistent à leurs plans de destructions ne semble pas fonctionner ici à Notre-Dame-des-Landes. La force et la détermination est bien vive sur les visages. Nous ne lâcherons rien.

habitations. Nous condamnons la militarisation de la zone et la violence des CRS lors des tentatives d'expulsions. Le gouvernement ferait mieux de prendre le temps d'écouter les arguments des opposants.

En réponse à la proposition d'une commission de dialogue par le gouvernement

Communiqué de presse du 28/11

Ayant pris connaissance de la volonté du gouvernement d'ouvrir des négociations avec les différentes parties en présence dans la lutte, nous avons donc décidé de faire part des nôtres:

- la fermeture de toutes les entreprises de plus de 12 salariéEs
 - une rente à vie pour les salariéEs
 - 20h de soleil en hiver
 - multiplication par huit de tous les minimas sociaux
 - le RSA pour tous et toutes, attribué dès la naissance
 - le retrait des implants capillaires des présentateurs télé
 - le nucléaire remplacé par des ministres qui pédalent
 - l'Élysée transformé en zone humide
 - toutes les lettres au Père Noël seront reçues exaucées par le gouvernement
 - Manuel Valls ainsi que tous les corps de la Défense et de l'Intérieur se tatoueront "Nique la police" sur le front
 - que l'académie française accepte et utilise le langage sms
 - qu'après la mort de Jean Marc Ayrault soit gravé sur sa tombe " la ZAD m'a tuer"
 - que la Terre tourne dans l'autre sens
 - repousser la fin du monde (bien après le 21 décembre)
 - le même temps à Lille qu'à Marseille, mais sans Mistral
 - La Marseillaise sera remplacée par une comptine pour enfant chantée à l'envers
 - les séances de spiritisme seront remboursées par la SECU
 - les pipelines seront exclusivement réservés à des transports de jus de fruits
 - pour chaque animal tué, un parlemantaire sera sacrifié (même quand on écrase une fourmi par erreur)
 - 20 à 30 hectares de terres attribuées à tous les gens étant passés ou ayant habités sur la ZAD (plus un tracteur ou hélicoptère si souhaité)
 - que les négociations soient interdites
- cette liste est ouverte et non exhaustive

Face au passage en force de la Préfecture, les habitant-e-s de la Châtaigne déposent un recours.

Communiqué de presse du 14/12

Les occupant-e-s de la Châtaigne ont saisi ce vendredi un avocat pour solliciter la rétractation de l'ordonnance sur requête autorisant leur expulsion. Leur avocat en a informé directement AGO et la Préfecture. Cette procédure de rétractation se base sur le fait qu'une ordonnance sur requête ne peut être juridiquement valide alors que des habitant-e-s de la châtaigne s'étaient clairement nommés et identifiés. De ce fait, ceux-ci doivent nécessairement pouvoir bénéficier d'un débat contradictoire autorisant la demande de délais quant à leur expulsion. Ce référé en rétractation devrait être jugé dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte tout recours préalable à la force publique sur la Châtaigne signifierait que la Préfecture choisit de passer en force. Après deux mois d'expulsion et d'attaques violentes sur les habitant-e-s de la zad, ceci ne nous étonnerait pas. La justice donne l'impression de vouloir s'aligner sur la volonté des décideurs de l'aéroport, mais nous nous battons sur ce terrain comme sur les autres.

A l'heure où la Préfecture ose parler de "volonté d'apaisement", elle maintient une présence militaire et un harcèlement constant sur la ZAD. Il n'y aura pas d'apaisement possible tant qu'on nous imposera ce projet d'aéroport.

Sur la ZAD et en cas d'expulsion, de très nombreux opposant-e-s à l'aéroport, paysanne-s, occupant-e-s, associatifs, soutiens sont mobilisé-e-s avec la plus grande détermination. Outre la Châtaigne, de nombreux autres habitats sont toujours menacés d'expulsion et prêt à résister en cas d'attaque.

Quoi qu'il arrive, des rencontres nationales de plus de 150 comités locaux auront lieu ces samedi et dimanche au bourg de Notre Dame des landes. Nous rappelons qu'en cas d'expulsion de la Châtaigne, un appel a été lancé ces derniers jours par l'assemblée de la manifestation de réoccupation du 17 novembre : appel aux comités locaux à se rassembler en réaction immédiate et à occuper les lieux de pouvoir dans toute la France. Pour toute nouvelle opération d'ampleur sur la zone un appel a été lancé à une grande manifestation quelques semaines plus tard à Nantes.

Des occupant-e-s de la ZAD

[DEBAT À BESANCON]

Présentation et discussion autour du livre **Incognito**



Une vingtaine de personnes étaient présentes à la présentation du livre *Incognito, Expériences qui défient l'identification*, puis à la discussion qui a suivi autour des luttes dans la clandestinité.

Nous avons évoqué les problèmes que pose la clandestinité mais aussi la vie de ces personnes qui, par choix ou le plus souvent sous la contrainte (notamment pour les sans-papiers), prennent le chemin de la lutte dans la clandestinité. Ce livre, présentant plusieurs parcours individuels et récits de vie d'illégaux, nous questionne sur comment continuer à vivre, à lutter tout en masquant son identité lorsque la répression d'Etat s'abat? Comment trouver un compromis entre notre besoin d'exprimer notre solidarité, de la rendre publique et de se battre ouvertement contre la justice d'Etat tout en respectant le choix individuel des copains/copines poursuivis?

On a aussi échangé sur la fameuse "zone grise": le vaste champ de possibilités qui existent entre d'un côté la reddition (ou la capture volontaire) et la cavale (ou la clandestinité pour certainEs). En d'autres termes, la vie dedans (prison et / ou contrôles judiciaires, suivis divers de la personne ...), ou bien la vie en dehors de toutes ces contraintes.

Les acteurs de la discussion ont aussi insisté sur le fait que choisir l'une ou l'autre de ces alternatives n'est pas une question de résistance ou de soumission, mais qu'il s'agit avant tout d'un choix personnel, qui revient à la personne concernée.

On a beaucoup parlé des activistes et des sans papiers, mais également des délinquants en général, en incluant même les automobilistes, toujours plus nombreux, à être amenés à conduire sans permis (montrant qu'une grosse partie de la population court le risque de connaître un jour ce genre de situation).

Prochains Resto-Trottoirs :

Repas gratuit et végétalien, issu de récupérations. Rendez-vous vers 12h30 place Marulaz (et avant pour filer un coup de main).

**Dimanches 27 janvier,
24 février, 31 mars.**

<http://restotrottoir.blogspot.fr/>

Actions anti-carcérales du nouvel an

Lors du passage au Nouvel An, des anarchistes et sympathisant.e.s organisent des manifestations bruyantes devant les prisons, (Maisons d'Arrêt, CRA, EPM, etc...) en France et à travers le monde, afin de montrer aux enferm.e.s qu'ils/elles ne sont pas oublié.e.s. en cette période de "fêtes". Il est important de rappeler que la taule tue en moyenne un.e détenu.e tous les trois jours, que les détenu.es se mettent régulièrement en grève de la faim contre les violences des maton.nes, les punitions arbitraires infligées aux détenus, des conditions (de survie) insalubres (récemment 2 prisons ont été signalées en état critique: Les Baumettes à Marseille et la prison de Colmar).

Pour le passage à cette année 2013 en France, divers lieux d'enfermement ont été visités à Paris, Rennes, Angers, Nantes, Bordeaux et Toulouse avec cris, chants, slogans, pétards et feux d'artifice pour tenter de rompre l'isolement carcéral, ne serait-ce que quelques instants... A Valence des tags ont fleuri sur les murs de la taule avec comme message "pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons toutes les prisons" et "solidarité avec les prisonniers de la guerre sociale en cours", tandis qu'à Bergerac le tribunal s'est fait vandaliser.

Ailleurs, des actions contre divers lieux d'enfermement se sont déroulées en Angleterre (à la prison de Brixton de Londres et à Nottingham...), en Allemagne (Hambourg, Berlin, Brême...), aux USA (Vancouver, Oakland...), à Montréal, à Helsinki, à Amsterdam, à Athènes....

Réduisons les prisons en braises pour 2013

La liste complète des actions anti-carcérales du nouvel an :

<http://de.indymedia.org/2013/01/340025.shtml>

<http://non-fides.fr/?Actions-anticarcerales-du-nouvel>

CNT

Union locale de Besançon

**CNT 25, c/o CESL
BP 121
25014 BESANCON
Cedex
cnt-doubs@cnt-f.org
http://cntbesancon.
wordpress.com/**

Retrouvez-nous !

***Les 3^{ème} dimanches du
mois**

**Table de presse -
Planoise
Marche Ile de France
(10-12h)**

***Les 1^{er} samedis du
mois
permanence -
à l'autodidacte ou en
bas de battant
(13-15h)**

***les 1^{er} lundis du mois
table de presse - hall de
la fac des lettres
(12 - 13h30)**



La CNT c'est quoi ?

La CNT (Confédération Nationale du Travail) est une confédération de syndicats dont les buts et les principes sont libertaires.

Anarchosindicalistes et syndicalistes révolutionnaires, nous luttons sur nos lieux de vie et de travail contre cette société de plus en plus inégalitaire, où d'un côté, les travailleurs, avec ou sans emplois, soumis de plus en plus à la précarité, à la flexibilité, au chantage à l'emploi et à la remise en cause de leurs acquis sociaux galèrent pour s'en sortir, alors que de l'autre, une minorité de nantis, patronat et gouvernants s'enrichissent sur leur dos. C'est pour ces raisons, et parce qu'ils dénoncent la bureaucratisation des syndicats réformistes, que les militants de la CNT construisent un syndicalisme différent :

- Autogestionnaire : A la CNT, ce sont les syndiqués, en assemblées générales, qui prennent les décisions. Sur le terrain, nous pensons également que c'est à ceux qui luttent (et non aux directions politiques et syndicales), en AG, de décider et d'organiser leur lutte.

- D'action : Aux grèves de 24 heures contrôlées par les directions syndicales, nous pensons qu'il faut opposer l'action directe, c'est à dire l'action de ceux qui sont en lutte, sans aucun intermédiaire. C'est aujourd'hui à des actions dures qu'il faut se préparer : grèves reconductibles, occupations des lieux de gestion et de décisions...

- Révolutionnaire : Si nous luttons au quotidien pour l'amélioration de nos conditions de vie et de travail, contre le racisme, le sexisme, le militarisme, les lois liberticides et anti-ouvrières, nous pensons que pour en finir avec cette société inégalitaire il faut en finir avec ses piliers que sont l'Etat et le capitalisme.

Nous pensons qu'un autre futur est possible.

Nous luttons pour l'émergence d'une autre société, libertaire, égalitaire et solidaire.



A propos de ce bulletin :

Le Chat-boteur est réalisé par des militants en dehors de leur temps de travail et sans la moindre rémunération. Il constitue l'expression publique du syndicat inter-professionnel CNT-25. N'hésitez pas à nous proposer des textes pour l'alimenter (témoignage, actualité, analyse, compte rendu de lecture, commentaire, critique constructive, etc., environ une demi-page max). Nous nous réservons le droit d'en refuser la publication ou de n'en publier que des extraits. Nos coordonnées figurent en quatrième de couverture.